

L'ancienne faïencerie de Saint-Avold (1828-1845/46)

Le souvenir de la faïencerie créée à Saint-Avold en 1828, à l'Est de la ville, s'est bien vite estompé, car cet établissement n'a duré que dix-huit ou dix-neuf années. Elle avait été construite à proximité d'une ancienne caserne se trouvant alors à l'extrémité de la rue de Hombourg (aujourd'hui rue Mangin) sur la route de Saint-Avold à Forbach. Ses bâtiments s'élevaient plus précisément entre la chapelle Sainte-Croix et le début de l'actuel Passage des Poilus⁽¹⁾. Bien qu'elle date du XIX^e siècle, son histoire n'est pourtant guère facile à retracer, en raison de l'absence des archives de l'usine ou de ses propriétaires. Les archives publiques - archives communales de Saint-Avold, archives départementales de la Moselle - et quelques ouvrages imprimés de l'époque ne répondent que très imparfaitement à toutes les questions que l'on peut se poser. La maigre documentation dont on disposait s'est encore appauvrie à la suite de la destruction en 1944 des fonds de l'Enregistrement et des dossiers des établissements insalubres conservés aux Archives départementales de la Moselle, et de la disparition des matrices cadastrales de Saint-Avold dans le fonds du cadastre des Archives départementales. Les recherches aux Archives nationales à Paris ont été décevantes. De ce fait notre étude est remplie de zones d'ombre qui seront difficiles à dissiper⁽²⁾.

Il existait encore dans l'ancien département de la Moselle d'avant 1870 trois faïenceries, celle d'Audun-le-Tiche créée vers 1748, qui resta toujours un établissement très modeste, celle de Sarreguemines créée en 1790 et qui dès les premières années du XIX^e siècle prit une place très honorable avant de connaître le succès que l'on sait et celle de Longwy, fabrique de taille moyenne créée en 1798. Les faïenceries de Lagrange à Manom près de Thionville fondée vers 1734 et de Frauenberg près de Sarreguemines en 1785 avaient disparu en 1790-1791.

Nous exprimons notre plus vive gratitude à M. Denis Metzger, secrétaire général adjoint de la mairie de Saint-Avold, dont le concours nous a été bien précieux au cours de nos recherches. Nous lui devons entre autres la communication de la découverte fortuite d'un des fours de la faïencerie en 1980.

1) Le lieu-dit "Fayencerie" qui marque l'emplacement précis de l'usine est indiqué au cadastre de Saint-Avold en 1836 sous la section D (ville), n° 889-890. Il existe un autre lieu-dit appelé "la fayancerie" situé dans la partie Nord de la ville, dans la section B du cadastre de 1836 sous les numéros 688-702 et qui a donné son nom à la rue "En Faïencerie", prenant son origine au passage supérieur de la déviation de la R.N. 3 et aboutissant à la rue Crusem prolongée (arrêté municipal du 6 mai 1968), L. HENRION, *Si les rues de Saint-Nabor m'étaient contées*, s.l., 1974, p. 27. Il est assez logique d'admettre pour expliquer ce second lieu-dit, qu'on y extrayait de l'argile pour l'usage de la faïencerie, d'autant que ce lieu-dit, le seul de forme française dans toute la section B, semble récent et qu'il n'est pas très éloigné du canton dit *Schweintz Pouhl*, où Louis Martin, propriétaire de la faïencerie avant 1835 possédait des terres. Nous n'avons toutefois pas pu découvrir la date d'apparition du lieu-dit, ce qui aurait levé toute équivoque.

2) Très courte notice sur la faïencerie dans A. LESUR et TARDY, *Poteries et faïences françaises*, Paris, 2^e éd., t. 2 (1969), p. 870; t. 3 (1971), p. 2142; également J.-Cl. ECKERT, *Industries anciennes de la région de Saint-Avold*, s.l., 1977, p. 78-79.

Historique.

On peut distinguer dans l'histoire de la faïencerie de Saint-Avold deux périodes correspondant à un changement de propriété en 1835.

1828-1834 : période Dolter-Martin, puis Martin seul à partir de 1829.

La faïencerie de Saint-Avold est née de l'initiative d'un potier de Saint-Avold, Nicolas Dolter. Né à Saint-Avold le 3 août 1804, il était par sa mère le petit-fils d'un potier de terre installé rue de Hombourg, Jacob Jacob⁽³⁾. Il avait d'abord monté vers 1825-1826 une petite fabrique de creusets, ces vases utilisés dans les laboratoires ou dans l'industrie pour porter à haute température des substances solides, afin de les fondre ou de les faire réagir l'une sur l'autre. A cette époque, en France on se servait de creusets importés d'Allemagne. Il s'agissait de creusets en grès fabriqués en Hesse. Lors de l'exposition des produits du département organisée à l'hôtel de ville de Metz du 1er au 15 mai 1826 par la Société des lettres, sciences et arts et d'agriculture de Metz, N. Dolter avait présenté ses creusets reconnus plus réfractaires que ceux de Hesse et moins sujets à se fêler pour lesquels il obtint une mention honorable⁽⁴⁾. Deux ans plus tard, il décida de s'associer avec Louis Martin, greffier de la justice de paix de Saint-Avold. Ce dernier, originaire de Metz, avait débuté dans l'administration judiciaire comme commis greffier à Metz, puis avait été greffier intérimaire à Faulquemont avant d'être nommé à Saint-Avold en 1821⁽⁵⁾. En effet, en février 1828 Nicolas Dolter, qualifié alors de fabricant de poterie d'Angleterre, vendit à Louis Martin la moitié de la propriété d'un "atelier ou bâtiment de fayencerie ou poterie d'Angleterre, commencé à mes frais près de la Belle-Croix, les bâtiments adjoints à l'atelier, tels que fours, caves dans le roc, puits"⁽⁶⁾.

Cette association marque véritablement les débuts de la faïencerie de Saint-Avold. C'est à ce moment-là que Nicolas Dolter et son associé commencèrent d'abord la fabrication de faïence commune brune, sans doute du type de celle qui était produite à Audun-le-Tiche. A la fin de l'année 1828 se situent aussi les premiers essais de fabrication de faïence fine. Lors de l'exposition des produits du département organisée à Metz

3) Son père Nicolas Dolter, chandelier à Saint-Avold avait épousé le 10 frimaire an X Elisabeth Jacob, fille de Jacques ou Jacob Jacob, potier de terre. Jacob Jacob avait fait en 1823 un testament en faveur de son petit-fils par lequel il lui léguait son atelier pour la confection de la poterie, un jardin près de la caserne, 10 ares et demi de terre au ban de Petit-Ebersviller à côté du bois dit *anstinterchien* et Philippe Schuck et 20 ares sur le ban de la Carrière à Saint-Avold "lieux où j'extrais la terre propre à mon état" (A. D. Mos. = Archives départementales de la Moselle, 378 U 15, notaire Grandidier, 13 mars 1823), mais le testament fut révoqué le 1er juillet 1826. Lors de son mariage le 17 avril 1826 à Saint-Avold avec Anne-Catherine-Barbe Sidot, Nicolas Dolter était qualifié de potier de terre.

4) *Journal du département de la Moselle*, 24 mai 1826; sous la forme Dotter, fabricant de creusets. Egalement *Annuaire du Département de la Moselle pour 1827*, publié par Verronnais, p. 144.

5) Né à Metz le 16 mars 1792, fils de Jean-Baptiste Martin, confiseur et de Marie-Anne Chamtelle. Sa nomination à Saint-Avold fut facilitée par sa parenté avec le procureur général à la Cour d'Appel de Poitiers, Claude Mangin, originaire de Metz, A.D. Mos. 1 U 10.

6) Acte sous seing privé du 11 février 1828, transcrit au bureau des hypothèques de Sarreguemines, A.D. Mos. 423 Q 39 n° 99. Etait également compris dans la vente 10 ares de terre au ban de Petit-Ebersviller achetés en juin 1826 à Jacob Jacob, potier.

en septembre 1828 sous les auspices de la Société des sciences, lettres et arts et d'agriculture de Metz, qui allait devenir l'Académie royale de Metz, à l'occasion de la visite du roi Charles X en Moselle, la Société Martin-Dolter présenta plusieurs types de creusets fabriqués dans l'usine de Saint-Avold. Depuis la dernière exposition de 1826 Nicolas Dolter avait sans doute amélioré ses creusets, puisqu'une médaille de bronze récompensa la participation des deux fabricants de Saint-Avold⁷⁾. Le jury de l'exposition apprécia la qualité des creusets de MM. Martin et Dolter : "les creusets qu'ils fabriquent sont plus réfractaires que ceux de Hesse, moins poreux et moins épais; ils retiennent donc mieux la matière et déterminent plus promptement la fusion. Ces propriétés ont été constatées par des essais qu'a bien voulu faire M. Dosse, fondeur à Metz. On a reconnu, en outre, que les creusets rouges, qui coûtent 5 centimes la pièce, sont préférables à ceux de Hesse pour la fusion de l'or, de l'argent, du cuivre, etc... : ils peuvent servir 5 à 6 fois. Mais pour le laiton, qui n'exige pas un aussi grand feu, on préférera les creusets de Hesse, tant que MM. Martin et Dolter n'auront pas diminué leurs prix. Les creusets noirs coûtent 50 centimes la pièce de 7 marcs. Ils jouissent des mêmes propriétés que les rouges; mais la couverture de celui qu'on a essayé s'est boursoufflé à l'extérieur et a coulé pendant la fusion". Toutefois des recherches avaient été faites pour porter remède à ces défauts : "MM. Martin et Dolter sont sur le point d'introduire dans leur fabrication un perfectionnement qui rendra, disent-ils, leurs creusets noirs capables de fondre ceux de Hesse. Ce perfectionnement, qui serait de la plus grande importance pour l'industrie, permettrait de donner à la fabrique de Saint-Avold un développement tel, que la France se trouverait pour toujours affranchie d'un tribut qu'elle paie depuis longtemps à l'étranger". Un bel avenir était par conséquent assuré dans ce domaine à la fabrique de Saint-Avold. Le rapport du jury de l'exposition confirma aussi que Louis Martin et Nicolas Dolter s'étaient engagés avec succès dans la fabrication de la faïence : "MM. Martin et Dolter font aussi, depuis 7 mois seulement, de la bonne faïence brune. Ils annoncent qu'avant deux mois la fabrication de cette faïence sera doublée, et qu'ils parviendront à faire, comme à Saint-Clément, de la faïence d'un blanc de porcelaine".

Les deux fabricants de Saint-Avold profitèrent de l'exposition pour adresser au Préfet de la Moselle une requête en faveur de leur établissement. En lui exposant qu'ils avaient en société établi à Saint-Avold "une fabrique de creusets reconnus égaux ceux de Hesse pour leur qualité réfractaire et une fayencerie dont les produits sont déjà en usage dans le département et qu'ils désirent agrandir de manière à pouvoir fournir tout le département et ceux limitrophes qui jusqu'alors s'approvision-

7) *Rapport sur l'exposition des produits de l'industrie du département de la Moselle provoquée par M. Le Vicomte de Sureau, préfet du département, à l'occasion du voyage du Roi en 1828* par M. BERGERY. Metz, Ch. Dosquet. 1829, p. 13-14 (joint aux *Mémoires de l'Académie royale de Metz, X^e année*, 1828-1829).

naient à Lunéville et à faire ainsi refluer dans le pays des sommes considérables dont il a été privé jusqu'ici", ils sollicitaient son appui pour obtenir divers avantages : exemption de contributions pendant un certain nombre d'années ou dispense de patentes, délivrance de bois de construction dans les forêts domaniales pour l'achèvement des bâtiments de leur usine et surtout dégrèvement du droit d'octroi réclamé par la ville sur le bois nécessaire à la confection de leurs produits. Ils déploraient que les autorités municipales non seulement ne leur apportaient aucun soutien, mais en plus les avaient assujettis au droit d'octroi. Nous ignorons quelle suite fut donnée à cette demande⁽⁸⁾. Déjà en avril 1828 Nicolas Dolter avait sollicité l'attribution de bois de construction pour sa maison et son usine, mais le maire de Saint-Avold et les agents forestiers avaient émis un avis défavorable⁽⁹⁾.

De même en septembre 1828, Louis Martin et Nicolas Dolter firent un emprunt pour assurer le développement de leur fabrique⁽¹⁰⁾. Pourtant leur association fut de courte durée. Dès l'année suivante des dissensions semblent s'être produites entre les associés, qui se séparèrent avant octobre 1829⁽¹¹⁾. Nicolas Dolter poursuivit néanmoins la fabrication de la poterie pour son propre compte au faubourg de Longeville. En novembre 1829 il fut autorisé à établir une fabrique de creusets sur un terrain qu'il possédait à la sortie de Saint-Avold, le long de la route royale n° 3 de Paris à Sarrebruck, à proximité de sa maison⁽¹²⁾. Il quitta Saint-Avold en 1834. Après avoir séjourné peu de temps à Metz, il s'établit après 1835, semble-t-il, dans la région parisienne. En 1841, il demeurait à Sèvres, où il était employé à la manufacture de porcelaine, puis avant 1847 à Vaugirard comme marchand de vins et fabricant de porcelaine^(12bis). Nous perdons ensuite sa trace.

Son ancien associé, Louis Martin, quitta d'ailleurs lui aussi Saint-Avold en 1834, mais dans des conditions toutes différentes, après avoir dirigé seul la faïencerie pendant un peu plus de cinq ans. Pour se consacrer entièrement à son entreprise, il renonça en février 1830 à ses fonctions à la justice de paix. Bien que disposant déjà d'un nombre assez important de bâtiments, il envisagea de donner plus d'extension à son établissement. Dans une requête adressée au Préfet de la Moselle en

8) Rédigée par L. Martin, Metz, 10 septembre 1828, A.D. Mos. 1 S 514. Lettre non enregistrée sur les registres de correspondance de la Préfecture, ce qui explique que nous n'ayons aucune indication sur la réponse.

9) A.D. Mos. 15 K 3 n° 14424.

10) Obligation de 9000 francs en écus envers Victoire-Charlotte Baird, à Metz, remboursable en septembre 1831, et inscription d'hypothèque sur la maison appartenant à Louis Martin et sur la faïencerie, et des terres à Saint-Avold et Petit-Ebersviller, appartenant à Martin et Dolter par moitié, A.D. Mos. 422 Q 45, n° 150, inscription renouvelée en 1833 et 1838, 422 Q 83, n° 426. Louis Martin avait acheté une maison rue des Charrons en septembre 1823, A.D. Mos. 377 U 28.

11) Obligation contractée en octobre 1829 par Louis Martin seul envers Antoine Le Payen, rentier à Jouy-aux-Arches pour 12000 fr., A.D. Mos. 422 Q 48 n° 254.

12) Arrêté préfectoral du 7 novembre 1829, A.D. Mos. 11 K 10, et registre des délibérations communales conservé à la mairie de Saint-Avold. Cet acte nous a été signalé par M. Metzger. Nicolas Dolter est mentionné au recensement de la population au 15 avril 1831 à la fin du registre sous la rubrique "fabrique Dolter";

12bis) Inscriptions d'hypothèques de créanciers en 1841, 1846 et 1847, A.D. Mos. 422 Q 101 n° 163, 138 n° 199, 144 n° 314 (avril 1847, actuellement sans domicile ni résidence connus en France).

décembre 1829, il sollicita la concession par la ville de Saint-Avold de deux terrains vagues contigus au chemin vicinal, en face de son usine "dont il est aujourd'hui seul propriétaire". Les deux terrains étant placés à proximité du manège militaire, le demandeur se heurta à l'opposition du génie militaire, qui estimait qu'un rapprochement de la faïencerie en direction du manège constituerait un danger accru, d'autant que l'usine avait déjà été incendiée deux fois en un court espace de temps, et qui se plaignait de dégradations commises au mur du manège par l'augmentation du trafic le long du chemin vicinal depuis l'établissement de la faïencerie. Pourtant malgré l'avis défavorable du sous-préfet de Sarreguemines, qui partageait les vues de l'administration militaire, le Préfet jugea qu'un agrandissement de la faïencerie ne pouvait être que profitable à la ville de Saint-Avold et donna en partie satisfaction à Louis Martin⁽¹³⁾.

En février 1831, Louis Martin épousa Sophie Delesse, fille du juge de paix de Saint-Avold, Jacques-Louis Delesse⁽¹⁴⁾. Grâce à la caution de son beau-père, qui appartenait à une famille aisée de la bourgeoisie de Saint-Avold, il put obtenir divers prêts au cours de l'année 1831, représentant au total 23000 francs⁽¹⁵⁾. En outre à la suite d'une loi du 17 octobre 1830 qui avait alloué un crédit de 30 millions de francs pour venir au secours du commerce et de l'industrie en France, il bénéficia de l'Etat d'un prêt de 30000 francs en janvier 1831, le Préfet de la Moselle ayant appuyé sa demande au Ministre de l'Intérieur avec un avis très favorable : "le sieur Martin a fondé un établissement utile qu'il dirige avec intelligence. Les pièces jointes à sa demande et que j'ai l'honneur de vous transmettre prouvent qu'il présente toutes les garanties désirables pour les fonds qui lui seraient confiés⁽¹⁶⁾". Le préfet ne pouvait évidemment pas se douter que Louis Martin ferait faillite quatre ans plus tard.

Il ne fait pas de doute que Louis Martin était un homme entreprenant n'ayant pas peur de prendre des risques. Le meilleur témoignage nous est fourni par l'Annuaire de la Moselle de l'imprimeur Verronais pour 1832-1833, qui consacra une page entière à la faïencerie, «fabrique de creusets réfractaires à l'instar de Hesse, et de fourneaux de faïence à l'instar de Strasbourg» de M. Louis Martin, son propriétaire : "cet établissement, qui ne compte que quatre années d'existence, et qui, dans ce court espace de temps, a déjà éprouvé un sinistre considérable, s'est

13) Tout le dossier de cette affaire avec un plan dans A.D. Mos. série 0 (1800-1870), Saint-Avold. L'arrêté préfectoral du 8 décembre 1830, qui réduisit le chemin vicinal dit *Schinderkouhl* desservant la faïencerie à 6 mètres de largeur, le long de la faïencerie, autorisa le maire de Saint-Avold à aliéner la portion distraite du chemin.

14) Par contrat de mariage devant le notaire Poncelet, de Saint-Avold, Sophie Delesse apporta à son mari une dote de 20000 francs, 20 février 1831, A.D. Mos. 378 U 20. Le mariage civil eut lieu le lendemain. Sophie Delesse et Louis Martin eurent deux enfants : Fanny-Marie-Joséphine (1831) et Victor (1834).

15) Quatre obligations contractées à l'égard de diverses personnes en avril 1831, hypothéquées sur les biens de Jacques-Louis Delesse et Louis Martin, A.D. Mos. 422 Q 54 n° 191 à 194.

16) A.D. Mos. 273 M 6, lettre du Préfet au Ministre de l'Intérieur, 26 novembre 1830. Egalement inscription d'hypothèque au profit du Trésor public contre L. Martin sur une maison de maître, rue des Charrons, n° 303, la faïencerie composée de six grands corps de bâtiments, trois fours, hangars, sécherie, logement de maître et portier, moulin, etc., 11 janvier 1831. A.D. Mos. 422 Q 52 n° 131.

élevé, grâce aux soins et l'activité de son propriétaire au niveau de beaucoup d'anciennes fabriques qu'il paraît devoir surpasser un jour, si le zèle de son propriétaire ne se ralentit pas"⁽¹⁷⁾. Celui-ci avait d'autant plus de mérites que depuis les événements de juillet 1830 et le changement de régime en France, le département de la Moselle connaissait une agitation politique. De plus, la tension européenne dans les années 1831-1832 était loin d'être favorable à l'activité économique. En novembre 1831, le Préfet de la Moselle Sers signala que la question qui dominait tout, celle de la paix ou de la guerre, gênait le commerce⁽¹⁸⁾. Les rapports trimestriels du sous-préfet de l'arrondissement de Sarreguemines, dont Saint-Avold faisait partie jusqu'en 1870, rédigés dans les mois suivants vont dans le même sens⁽¹⁹⁾. Le rapport du mois de janvier 1832 sur la situation industrielle et commerciale de l'arrondissement est fort révélateur sur l'état d'esprit : "le commerce languissait avant les événements de juillet 1830, ces événements ne l'ont pas ranimé, mais depuis 3 ou 4 mois, il s'est réveillé et les travaux de toutes nos manufactures avaient repris une nouvelle vie, tous les ouvriers étaient en activité...mais l'incertitude de notre situation actuelle a déjà ralenti toutes les opérations commerciales et cette incertitude est pire que guerre déclarée". Les deux faïenceries de l'arrondissement, celles de Sarreguemines et de Saint-Avold, avaient été touchées par cette crise de confiance. Selon le rapport de mars 1832, la première, après avoir du ralentir sa production par suite d'un excédent de stocks dans ses magasins et diminuer les horaires de travail des ouvriers, reprenait néanmoins une activité remarquable. Par contre pour la seconde la situation était encore bien mauvaise : "la fayencerie de Saint-Avold souffre encore et maintient la baisse de ses salaires". Le rapport d'octobre 1832 note néanmoins une reprise, malgré un personnel assez réduit : "la fabrique de poterie (sic) de Saint-Avold ne travaille toujours qu'avec 15 ouvriers qui reçoivent de 1 à 3 francs, mais les produits prennent faveur; il paraît que ses creusets acquièrent de la renommée, elle vend des fourneaux de belle forme et ses articles d'usage journalier, connus sous le nom de fayence brune, se placent mieux dans le pays que ceux de la Meurthe".

A la fin de 1832, les craintes de la guerre générale en Europe s'étant éloignées, le calme revint aussi en Moselle et les industriels pouvaient envisager l'avenir plus sereinement. D'ailleurs le rapport du sous-préfet de Sarreguemines de mars 1833 souligna : "la fabrique de poterie de Saint-Avold étend ses ventes et sa réputation". L'Annuaire de la Moselle de Verronnais pour 1834 continua à faire l'éloge de son propriétaire : "cet habile fayencier (Louis Martin) mérite d'être encouragé pour la bonne qualité de ses produits". Pourtant ces relations optimistes

17) *Annuaire du département de la Moselle pour 1832-1833*, publié par Verronnais, p. 358-359. Les *Annuaire administratifs de Verronnais*, qui paraissent en décembre, recensaient les renseignements pour l'année précédant celle indiquée dans le titre. La première mention de la faïencerie figure dans l'*Annuaire pour 1829* (paru en décembre 1828), mais Nicolas Dolter est indiqué comme seul propriétaire.

18) H. CONTAMINE, *Metz et le département de la Moselle de 1814 à 1870*, Metz, 1932, I, p. 384.

19) A.D. Mos. 262 M 1.

cachaient la réalité de la situation financière de la faïencerie de Saint-Avold. Louis Martin n'avait pu rembourser dans les délais fixés les emprunts effectués auprès de divers particuliers en 1829 et 1831. De même en août 1833, il demanda au Ministre des finances un sursis pour le remboursement du prêt de 30000 francs qui lui avait été consenti par le Trésor public en 1831, car "quoique ses ressources aient augmenté de toutes manières et assuré la créance du gouvernement mieux encore qu'à l'époque, il lui est impossible aujourd'hui de se libérer". A l'appui de sa demande, il joignit un certificat du maire de Saint-Avold attestant les efforts accomplis depuis la création de son entreprise cinq ans auparavant : "Louis Martin propriétaire de la faïencerie vient d'y joindre une fabrique de poêles de faïence chauffant au charbon de terre ou au bois, dont la réputation justement méritée commence à s'étendre au loin, en même temps qu'il continue sa fabrique de creusets tellement infusibles et supportant si parfaitement les températures les plus opposées que la France peut espérer de voir, dans peu de temps, cesser le tribut qu'elle paye à l'étranger pour cet article si important pour l'industrie, il n'a pas cessé ni même ralenti un instant ses travaux depuis la Révolution de juillet et a nourri constamment une foule de malheureux sans travail. M. Martin créateur dans ce pays de diverses branches d'industrie mérite par sa conduite régulière, son intelligence, son infatigable activité et par toutes les difficultés qu'il a vaincues, toutes les espèces d'encouragements que pourra lui accorder le gouvernement". Le maire qui avait vérifié l'état de l'entreprise, avait pu constater que les "produits de vente dans cette raison ne suffisent pas pour payer les ouvriers et que les vastes magasins sont encombrés de bons produits dont l'écoulement ne peut manquer", mais que le forcer à un paiement quelconque en ce moment serait la destruction complète d'une belle industrie et un malheur pour le pays comme pour lui"⁽²⁰⁾. Il semble que le sursis réclamé par Louis Martin lui ait été accordé.

Pourtant, il ne suffit pas à sauver sa situation. Ce n'est pas sans raison qu'au début de 1834, son épouse demanda la séparation de biens avec son époux⁽²¹⁾. Sans doute se doutait-elle que son mari courait à la catastrophe. Certes Louis Martin avait l'esprit d'entreprise, mais il ne semble pas avoir eu les capacités financières nécessaires pour gérer un établissement industriel. Peut-être pour essayer de redresser son affaire, commit-il également quelques indécidables. Quelques mois après la naissance en avril 1834 de son fils, Louis Martin fut déclaré en faillite. La chambre des mises en accusation de la Cour royale de Metz rendit le 14 octobre 1834 un arrêt de renvoi contre lui devant la Cour d'assises du département de la Moselle et une ordonnance de prise de corps fut aussitôt

20) A.D. Mos. 273 M 6.

21) A.D. Mos. 422 Q 70 n° 455, inscription légale de l'hypothèque par Sophie Delesse pour sa dot et les intérêts depuis le 7 février 1834, jour de sa demande, sans préjudice d'autres droits d'hypothèques pour les obligations contractées par elle comme caution de son mari. La séparation de biens fut prononcée par jugement du tribunal de Sarreguemines le 9 avril 1834.

décernée contre le prévenu, mais celui-ci, qui ne tenait pas à rendre des comptes à la justice pour ses malversations, préféra s'enfuir de Saint-Avold. Nous ignorons toutefois le lieu de sa fuite et nous perdons sa trace. C'est donc par contumace que Louis Martin fut condamné pour banqueroute frauduleuse à 20 ans de travaux forcés par jugement de la Cour d'assises de la Moselle du 4 décembre 1834⁽²²⁾. Il fut en effet reconnu coupable de n'avoir pas justifié de l'emploi de toutes ses recettes, de n'avoir pas tenu de livres comptables, d'avoir utilisé à son profit personnel une somme de 4710 fr. qui lui avait été confiée par une personne de Valmont pour être remise à Metz, d'avoir au mois de décembre 1833 et à l'époque de sa fuite, détourné des marchandises de sa fabrique, qui avaient été transportées à Strasbourg et vendues à son profit. De plus il avait négligé de faire dans les trois jours au greffe du tribunal de commerce de son domicile la déclaration de cessation de paiements.

Un autre jugement rendu par le tribunal de première instance de Sarreguemines, le 16 octobre 1834, ordonna la vente judiciaire des immeubles dépendant de la faillite de Louis Martin. Ironie du sort, le syndic de la faillite fut son successeur au greffe de la justice de paix de Saint-Avold⁽²³⁾. Un avis paru dans *Le Courrier de la Moselle* du 20 janvier 1835 annonça la vente aux éventuels amateurs par devant Charles Spinga, notaire à Saint-Avold. L'adjudication portait sur tous les immeubles de la faïencerie, divisés en deux lots, le premier composé de quatre bâtiments, d'un magasin, deux halliers, loge de portier, cour et jardin ayant été estimé à 10570 francs, le second lot composé d'un grand bâtiment situé sur la grande route, à côté de la chapelle Sainte-Croix, composé de deux étages et d'un grenier au-dessus, cinq ateliers, un hangar étroit, une écurie, une grande cour, cinq fosses à terre plus un jardin au-dessus, sur plusieurs jardins et terres tant au ban de Saint-Avold que de Petit-Ebersviller et la maison à deux étages de Louis Martin sise rue des Charons, ces derniers articles étant vendus séparément. Après plusieurs enchères le lot principal fut acquis pour moitié en mai 1835 par François-Nicolas-Adolphe Spinga, propriétaire à Saint-Avold et Charles Appolt, fabricant de bleu de Prusse, et le second lot par le beau-père de Louis Martin, Jacques-Louis Delesse⁽²⁴⁾.

La faillite de son entreprise eut aussi pour Louis Martin des conséquences d'ordre familial, car elle entraîna la ruine de son ménage. Sa

22) A.D. Mos. 3 U 23.

23) Nous n'avons pas pu retrouver le texte même de ce jugement. Les déclarations de créances pour les faillites manquent également pour l'année 1834 dans le fonds des archives du tribunal de Sarreguemines conservé aux Archives départementales de la Moselle.

24) A.D. Mos. 377 U 48, notaire Charles Spinga et 423 Q 53 n° 105. Le premier lot constitué par les bâtiments principaux de la faïencerie, situés sur les parcelles 889 et 890 section D du cadastre, fut d'abord adjugé à la troisième enchère à François-Nicolas-Adolphe Spinga pour 4000 fr., mais une surenchère ayant eu lieu après la vente, une nouvelle adjudication eut lieu le 6 mai 1835 au profit de F.-N. Spinga et de Ch. Appolt pour 10900 fr. Le second lot, constitué par le bâtiment annexe de la faïencerie situé dans la parcelle 1251 section D, fut adjugé à la troisième enchère pour 5050 fr. Ce vaste bâtiment fut acquis par l'administration militaire après 1870 pour des logements militaires. A son emplacement s'élève l'actuelle Maison du 3ème âge. L'Etat renonça à faire valoir ses droits pour le prêt de 30000 fr. consenti en 1831, son inscription hypothécaire étant primée par d'autres inscriptions, lettre du Préfet au Ministre des Finances, 17 juillet 1835, A.D. Mos. 273 M 6.

femme, refusa en effet de le suivre dans sa fuite. Elle quitta néanmoins Saint-Avold après 1836 avec ses deux enfants en bas âge pour entrer dans l'administration des Postes. Elle revint pourtant en 1849 à Saint-Avold pour diriger la poste aux lettres de cette ville, après avoir occupé des fonctions similaires dans diverses localités ⁽²⁵⁾.

1835-1845/46 : période Spinga-Appolt

La deuxième partie de l'histoire de la faïencerie de Saint-Avold est moins bien connue que la précédente. L'un des nouveaux propriétaires, François-Nicolas-Adolphe Spinga, issu d'une famille de notaires de Saint-Avold, y installée dès le XVIII^e siècle, avait repris l'étude notariale de son oncle Pierre-Nicolas-François Spinga en octobre 1823 ⁽²⁶⁾. Il se retira en juillet 1833 au profit de son frère Charles-Joseph Spinga, qui fut par la suite maire de Saint-Avold. Le second propriétaire, Charles Appolt, originaire de Sulzbach en Sarre, avait été autorisé en 1834 à établir avec son frère Georges Appolt, près du moulin d'Oderfang à Saint-Avold, une fabrique de bleu de Prusse, bleu français, bleu minéral et bleu d'amidon, sous la raison sociale Appolt frères ⁽²⁷⁾.

Le changement de propriétaires permit à la faïencerie de poursuivre son activité mais n'apporta pas, semble-t-il, de modifications importantes dans la production. Le sous-préfet de l'arrondissement de Sarreguemines dans son rapport sur l'agriculture, l'industrie et le commerce en juillet 1837 relève : "les deux fayenceries qui existent l'une à Sarreguemines et l'autre à Saint-Avold sont dans un état prospère. Celle du chef-

25) Sophie Martin figure encore au recensement de la population en juin 1836.

D'abord directrice de la poste aux lettres à Saint-Laurent-de-Chamousset (Rhône), elle fut nommée en juin 1839 à Audun-le-Roman (Moselle, arr. de Briey), en juin 1840 à Fontoy (même arrondissement), en août 1841 à Faulquemont et enfin sur demande en août 1849 à Saint-Avold, où elle resta en fonctions jusqu'en 1860. A.D. Mos. 7 P 4, 9. En 1841, elle est mentionnée comme épouse séparée quant aux biens de Louis Martin, ancien fabricant de faïence, présentement sans résidence connue en France, A.D. Mos. 423 Q 69 n° 83.

26) François-Nicolas-Adolphe Spinga, né à Saint-Avold le 9 fructidor an VI (27 août 1798), était le fils de Victor-Rodolphe Spinga, notaire à Sarralbe, et d'Elisabeth Becker. Il épousa à Morhange le 12 février 1827 Mélanie Coinze, décédée à Saint-Avold en février 1831, dont il eut deux enfants, Victor-Adolphe et Charles-Eugène (né à Saint-Avold en janvier 1831). Il décéda à Sarralbe le 9 août 1840. Sur la famille Spinga : H. TRIBOUT, *Documents généalogiques du Pays messin et de la Lorraine de langue allemande*, Paris, 1935, p. 118-119, mais François-Nicolas Adolphe est indiqué à tort sous le n° VII comme époux de Victoire-Émilie Piguet. Ce dernier est Charles-Joseph, son frère, né en 1805.

27) Fils de Georges Appolt, propriétaire à Sulzbach (Prusse), et de Caroline Wagner, né à Sulzbach le 2 fructidor an X, Charles-Bernard Appolt épousa à Saint-Avold le 27 novembre 1836 Sophie-Henriette Hayer, fille de Jean-Georges Hayer, marchand de Saint-Avold. Il est décédé à Saint-Avold le 10 janvier 1865. Il était de religion protestante, tandis que son épouse était catholique. Ils n'eurent pas d'enfants. La fabrique de bleu de Prusse avait été autorisée par arrêté du sous-préfet de Sarreguemines le 19 février 1834. Le bleu de Prusse était utilisé pour la teinture des textiles. La fabrique de Saint-Avold travaillait pour les manufactures textiles de la Suisse, du Nord et de Mulhouse (rapport du sous-préfet de Sarreguemines, juillet 1837, A.D. Mos. 262 M 1). A cette première fabrique, Charles Appolt avait ajouté un peu plus tard une autre fabrique de sel ammoniac, de noir d'ivoire et autres produits chimiques, qui avait acquise rapidement une grande réputation, *Statistique historique industrielle et commerciale du département de la Moselle, publiée par Verronnais*, 1844, p. 416. Après le décès de Charles Appolt l'entreprise continua sous la raison sociale "Société la veuve de Charles Appolt et Eichacker". Cette société dissoute en 1882 possédait une fabrique de bleu de Prusse à Saint-Avold au moulin dit *Wurtzmühle*, et une fabrique de prussiate de potasse à Macheren. Sophie Appolt et Gustave Frédéric Eichacker, négociant à Saint-Avold mirent en vente en 1882 les biens de la société, qui outre les deux fabriques précitées comprenaient à Saint-Avold une cour pourvue de divers hangars, servant de dépôt de marchandise, peut être l'ancienne faïencerie, mais ne trouvèrent pas d'amateurs, A.D. Mos. 8 AL 120.

lieu occupe plus de 500 ouvriers. Cette manufacture, l'une des plus importantes de l'arrondissement, produit des fayences en cailloutage d'un beau blanc et en terre rouge, qui a pris dans le commerce le nom de la ville... La fayencerie de Saint-Avold opère sur une plus petite échelle et ne fabrique que des objets pour les besoins domestiques. Ses poêles sont fort bien construits et recherchés dans le pays. Les produits de ses deux établissements sont bien placés à Paris et dans les départements voisins" (28). Selon le rapport trimestriel d'avril 1838 les faïenceries de Sarreguemines et de Saint-Avold se trouvaient dans une situation très favorable.

Toutefois François-Nicolas-Adolphe Spinga étant décédé prématurément en 1840 chez son frère René-Rodolphe-Victor Spinga, notaire à Sarralbe, laissant deux fils très jeunes, Charles Appolt se retrouva seul pour diriger la fabrique, qui continua à fonctionner sous la raison sociale Spinga-Appolt jusqu'à la fermeture de l'usine en 1845 ou 1846. Nous ne connaissons pas la date précise de l'arrêt de la fabrication (29). Le recensement de la population de Saint-Avold en juillet 1846 ne mentionne plus qu'un seul ouvrier faïencier, mais travaillait-il encore à la faïencerie ? (30). Ce même recensement nous révèle que l'un des plus anciens ouvriers de la faïencerie, Claude Henrion, arrivé en 1829, et qui était encore occupé en avril 1844, s'était reconverti comme marchand de faïence. En tout cas la disparition de la faïencerie est antérieure à la crise qui suivit les événements politiques de 1848. Lors de la grande enquête sur le travail agricole et industriel en France prescrite en exécution du décret du 25 mai 1848, le président de la commission d'enquête pour le canton de Saint-Avold dans son rapport en septembre 1848 ne compte plus la faïencerie parmi les établissements industriels du canton (31). C'est à tort que les *Annuaire de la Moselle de Verronnais* pour les années 1848, 1850-51, 1852, continuèrent à faire figurer la fabrique de faïence et de poêles de Saint-Avold au nombre des établissements industriels du département (32).

28) A.D. Mos. 262 M 1. Les rapports périodiques au Ministre des travaux publics avaient cessé d'être établis en 1834. Ils n'avaient repris qu'en 1837.

29) Les *Annuaire historiques et statistiques du département de la Moselle de Verronnais* pour 1839 et les années suivantes indiquent "fabrique de faïence et de poêles en faïence, Spinga et Appolt, propriétaires, belle et bonne fabrication". Sur un état statistique de la production industrielle du département de la Moselle certifié par le Préfet de la Moselle le 15 janvier 1844 on trouve à Saint-Avold la fabrique de bleu de Prusse Appolt frères et la manufacture de faïence Spinga et Appolt, A.D. Mos. 225 M.

30) A.D. Mos. E dépôt Saint-Avold n° 290 : François Kieffer, âge de 56 ans, déjà cité comme faïencier au recensement d'avril 1831 et à celui de 1841 comme journalier. Au recensement de 1851 (*idem*, n° 291) Louis Bigler, journalier, figure comme résidant à "l'ancienne faïencerie" et à celui de 1866 Mathias Rebeck, menuisier.

31) A.D. Mos. 262 M 2 et série 0 (1800-1870), dossier de l'enquête agricole et industrielle de 1848 non coté. "Ce canton est essentiellement agricole. Il ne compte qu'un petit nombre d'industries qui par leur développement offrent peu d'importance". En effet à Saint-Avold même la fabrique de bleu de Prusse n'occupait que 10 personnes.

32) La même erreur figure également dans l'aperçu général sur le département paru dans le *Supplément à la statistique historique, industrielle et commerciale du département de la Moselle publiée en 1844 par Verronnais*, publié par Verronnais père, 1852, p. XXXVI "Saint-Avold renferme ... une belle faïencerie où l'on fabrique avec beaucoup de goût des fourneaux et des poêles de toutes formes et de toutes dimensions". D'ailleurs sous la rubrique par localités, p. 274, la faïencerie n'est plus mentionnée.

Parmi les problèmes que nous n'avons pu résoudre d'une façon claire figure celui de la répartition des droits de propriété sur les bâtiments de la faïencerie après la fermeture de l'usine entre Charles Appolt et les ayants droit de son ancien associé, les sources, principalement les matrices cadastrales, faisant défaut. Nous ignorons dans quelles conditions la partie principale des bâtiments situés au Sud de la cour fut attribuée à Charles Appolt. Au décès de ce dernier (1865) la propriété revint à son frère Georges, négociant à Sulzbach, et à ses sœurs Caroline et Amélie. Leurs héritiers vendirent ces bâtiments et les jardins environnants en 1888 à un fabricant de machines agricoles et d'appareils d'exposition de Saint-Avold, Jacob Holzinger⁽³³⁾. L'autre partie située à l'Est de la cour, en direction de la chapelle Sainte-Croix, d'une surface bien moindre, fut conservée par la famille Spinga jusqu'en 1872⁽³⁴⁾.

La production.

Il est difficile, sinon impossible de reconnaître dans les quelques bâtiments qui subsistent encore aujourd'hui à l'emplacement de l'ancienne faïencerie, ceux qui ont été construits par Nicolas Dolter et Louis Martin, compte tenu des transformations faites par les divers acquéreurs des bâtiments désaffectés de la faïencerie⁽³⁵⁾.

Nous sommes néanmoins bien renseignés sur le nombre et la destination des bâtiments de la fabrique de faïence et de creusets, grâce à une description assez précise de ceux-ci dans l'avis d'adjudication des biens de Louis Martin et reprise dans le procès-verbal même d'adjudication en 1835. L'avis d'adjudication énumère un ensemble d'immeubles et de matériel d'une certaine importance : 1^o un hangar, un bâtiment à deux étages, servant de magasin garni en entier d'étagères, une petite remise, un atelier surmonté d'un grenier à fourrage et un grand hangar; 2^o un bâtiment à deux étages, situé de l'autre côté de la cour à l'ouest, composé d'un atelier au rez-de-chaussée et d'un autre atelier à l'étage supérieur; 3^o une grande quantité de produits en biscuits dans ce dernier bâtiment;

33) A.D. Mos. 423 Q 786 n° 65, vente devant Corhumel, notaire à Saint-Avold, 18 mai 1888, des bâtiments, cours et surfaces bâties, représentant 20 ares, cadastrés section D n° 885 bis, 888 bis, 889 p., 889 p., 890 p., 890 p., et de 30 ares de jardins. La déclaration de mutation par décès de Charles Appolt (A.D. Mos. 251 Q 30 n° 65, 3 juillet 1865), donne peu de détails sur les immeubles de défunt. On y trouve une simple mention de la faïencerie. Selon Ph. BRONDER, *Histoire de Saint-Avold et de ses environs*, Metz, 1868, p. 112 la société «la veuve de Charles Appolt et Eichacker» fabriquait de la potasse dans les bâtiments de l'ancienne faïencerie.

34) Elle renfermait un bâtiment à usage de grange, comprenant écuries, grenier, cour, caves et dépendances, cadastré section D n° 8 890, représentant 5 ares. Ce bâtiment, donné comme dot en 1868 par Charles-Joseph Spinga, ancien notaire, à sa fille Marie-Adèle, épouse de Paul-Emile-Ferdinand Dietrich, fut vendu en 1872 par celle-ci au négociant de Saint-Avold, Marx Hirsch, puis revendu en 1892 par ce dernier aux frères Eugène et Armand Cahen, marchands de grains, A.D. Mos. 423 Q 857, n° 145

35) Les deux immeubles à l'Est de la cour dans leur configuration actuelle semblent avoir été construits ou reconstruits à la fin du XIX^e siècle. Dans la partie Sud il reste à côté d'un immeuble de construction toute récente, un immeuble plus ancien à deux niveaux, qui paraît se trouver sur l'emplacement d'un bâtiment indiqué sur le plan de la faïencerie en 1829 comme abritant des magasins. Toutes les constructions à l'avant de la faïencerie, le long du chemin vicinal, ont disparu.

4° un autre bâtiment à deux étages avec un grenier, et deux fours à faïence avec une grande quantité de biscuits, de gazettes, tuiles, briques, pillets, planchettes, étagères et tablettes; 5° un atelier de forgeron, composé d'un soufflet et d'une licorne et d'un étai; 6° deux bâtiments à deux étages, composés de sept ateliers, deux caveaux, trois chambres et deux cabinets avec greniers au dessus; 7° une grande quantité de moules, de biscuits, plusieurs tours à tournaser, un moulin à émail; 8° une échoppe, une calcine, une sècherie et une loge de portier à deux chambres; 9° une meule à plâtre placée dans le bâtiment derrière la Belle-Croix. On dispose en outre d'une source très précieuse indiquant la disposition topographique d'une partie de ces installations, celles construites avant 1830. Il s'agit d'un plan avec une vue coloriée de l'établissement, dressé en 1829 et joint à la demande de concession des deux terrains communaux par Louis Martin (Fig. 1). Par ailleurs le plan cadastral de la ville établi en 1836 permet de reconnaître les agrandissements effectués par Louis Martin après cette concession (Fig. 2).

La faïencerie disposait dès 1828-1829 d'un petit four pour la faïence brune, d'un grand four carré pour la faïence fine et d'un four rond pour les creusets. Les fours étaient tous situés dans la partie au Sud de la cour. Lors de la construction d'un immeuble moderne dans cette partie en 1980, les restes de l'un des fours de la faïencerie ont été mis à jour. D'après les relevés très précis effectués à l'initiative de la section de la société histoire et d'archéologie de la Lorraine, il s'agissait sans doute des vestiges du four pour la faïence brune construit sous un petit bâtiment indiqué sur le plan de la faïencerie de 1829. Des photographies conservent seules le souvenir de cette découverte. (Fig. 3).

En 1841, selon un état statistique établi par l'ingénieur des mines de la Moselle, le nombre de fours de la faïencerie était toujours de trois et celui des ateliers de cinq⁽³⁶⁾. A titre de comparaison, à Longwy on travaillait également avec trois fours, à Audun-le-Tiche avec un seul four, mais à Sarreguemines avec huit fours. Sarreguemines était la seule faïencerie qui depuis une dizaine d'années utilisait la houille, concurremment avec le bois, comme combustible pour les fours. Cette faïencerie était également équipée, contrairement aux autres, de quatre machines hydrauliques. Selon d'autres renseignements statistiques recueillis en 1843 pour la Statistique de la France sous les auspices du Ministre de l'Agriculture et du Commerce, le nombre de fours à Saint-Avold n'avait pas varié, mais à Sarreguemines il était passé à 10. La faïencerie de Sarreguemines disposait de cinq machines à vapeur. Pourtant celle de Saint-Avold avec deux machines à vapeur n'était pas si mal outillée⁽³⁷⁾.

36) A.D. Mos. 1 S 518, tableau n° 5.

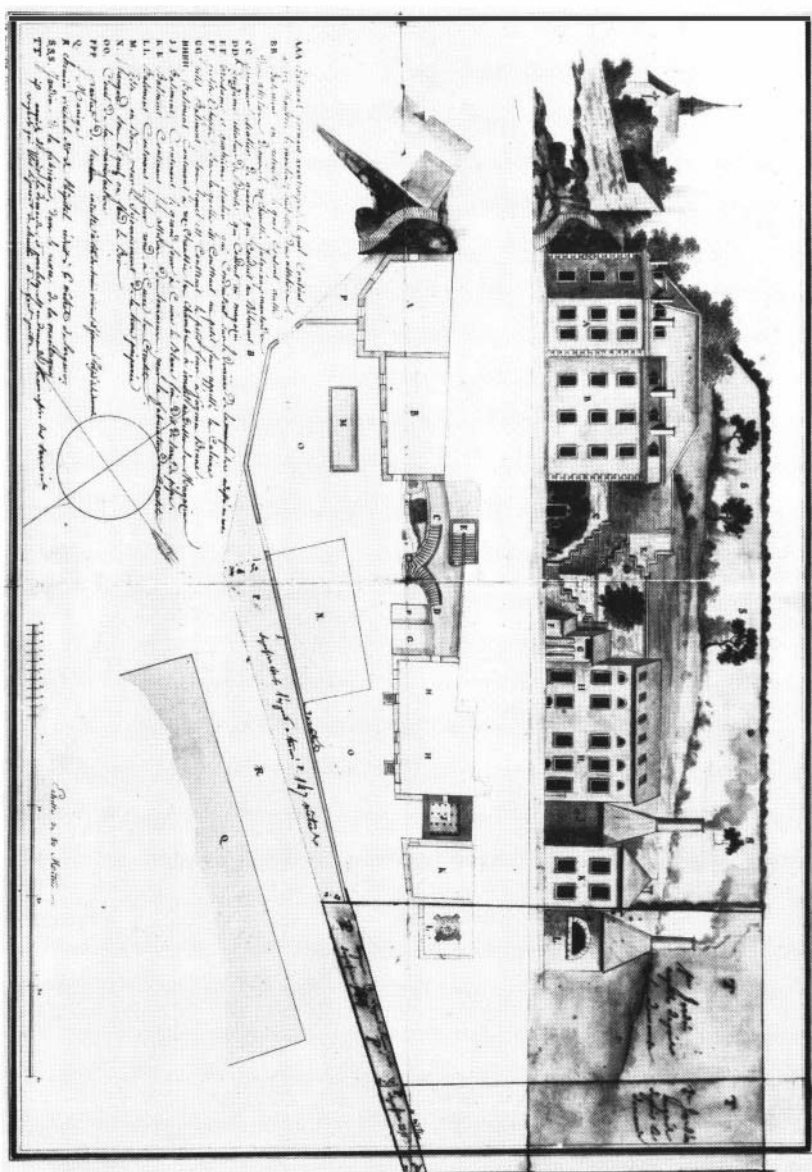
37) Les renseignements avaient été recueillis d'abord en 1840-1841 puis la statistique ayant été abandonnée au bout de 18 mois et reprise en 1843, le Ministre de l'Agriculture et du Commerce demanda aux préfets de mettre les renseignements à jour. C'est ainsi qu'en septembre 1843 les chefs d'établissements industriels de l'arrondissement de Sarreguemines furent invités par le sous-préfet à apporter sur les bulletins statistiques de 1840-41 les modifications intervenues depuis cette date (lettre du sous-préfet au Préfet transmettant les bulletins rectifiés, dont celui de la fabrique de faïence de Saint-Avold, 15 septembre 1843, A.D. Mos. 225 M). Nous n'avons pas pu retrouver ni aux Archives départementales de la Moselle ni aux Archives Nationales ces bulletins qui étaient beaucoup plus complets que les éléments figurant dans la *Statistique de la France publiée par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce*, Paris, Imprimerie royale, 1847, Industrie V 1, p. 126.

Le tableau de l'ingénieur des mines de la Moselle de 1841 nous livre la provenance des matières premières servant à la fabrication des produits de la faïencerie de Saint-Avold : l'argile et le sable provenaient du pays, le plomb et l'étain, entrant dans la composition des couleurs, étaient achetés à Metz. Jusqu'en 1834, tout au moins, l'argile était extraite sur deux terrains, acquis par Nicolas Dolter, l'un à Saint-Avold, lieu-dit la Carrière, l'autre à Petit-Ebersviller. C'est là que Jacob Jacob, son grand-père, allait chercher la terre nécessaire à sa poterie⁽³⁸⁾. La faïencerie d'Audun-le-Tiche utilisait, comme celle de Saint-Avold, l'argile locale, c'est-à-dire d'Audun et de Russange. Par contre la faïencerie de Longwy employait de l'argile de Cologne, du sable de Moselle et du Palatinat et celle de Sarreguemines de l'argile de Cologne, du sable et terre du Palatinat, du quartz de rives et du feldspath d'Aschaffembourg en Allemagne.

Limitée à ses débuts à la fabrication de la faïence brune ordinaire, la production de la faïencerie de Saint-Avold s'était rapidement diversifiée, offrant des choix variés et de qualité. Outre les creusets, déjà évoqués, Louis Martin fabriquait dans son usine encore d'autres spécialités, en particulier des carafes en terre poreuse, dans lesquelles l'eau se rafraîchit par évaporation, appelées alcarazas. Imitant ses confrères faïenciers, il introduisit aussi à la fin de 1831 la technique du décor imprimé. L'Annuaire de la Moselle de Verronnais pour 1831-1832 nous donne des renseignements assez précis sur les divers types de production de la faïencerie de Saint-Avold : "Déjà, il sort de cette fabrique des produits en faïence brune, en faïence blanche ordinaire et en faïence fine imitant la porcelaine, qui le disputent à ceux des meilleurs fabriques sous le rapport de la solidité et de la beauté; des fourneaux en faïence apportant, avec une chaleur très douce, très égale, une notable économie dans les combustibles, en même temps qu'ils font l'ornement des salles à manger et salons où ils sont placés. Les creusets qui y sont confectionnés et qui ont valu au propriétaire une médaille à l'exposition de 1828, ont été depuis bien perfectionnés et atteindront, nous n'en doutons pas, le but que se propose M. Martin, de remplacer ceux de Hesse et d'affranchir ainsi la France du tribut qu'elle paye à l'étranger pour cet objet. Il fabrique enfin, indépendamment des alcarases, ces bouteilles, qui exposées au soleil pendant une heure rafraîchissent d'une manière étonnante l'eau qu'elles contiennent, et dont on trouve un assortiment chez les principaux marchands de cette ville et des principales villes de France; il fabrique aussi une terre dite de fer, qui, mince, comme une feuille de papier, porte les objets à l'ébullition dans un instant, et qu'il garantit à l'épreuve du feu le plus violent pendant plusieurs années... M. Martin est occupé dans ce moment à monter une imprimerie pour faïence, qui nous l'espérons, ne sera pas inférieure au reste".

38) Voir note 3. Ces pièces vendues séparément lors de l'adjudication des biens de Louis Martin ne furent pas acquises par les nouveaux propriétaires de la faïencerie. L'acquéreur fut Jean-Baptiste Collin, maçon à Saint-Avold. La pièce à Petit-Ebersviller est indiquée dans l'avis d'adjudication comme étant située entre le bois de Venheck et Philippe Scheck. Louis Martin avait encore à Saint-Avold 61 ares de terre, canton Four-à-Chaux, et un ha 60 a de terre, canton *Schvintzpoul* ou *Schweintz Pouhl* (section B 330-338), sans doute pour l'usage de la faïencerie.

Fig. 1 - Plan et vue de la faïencerie (28 août 1829)
(Voir légende ci-contre)



Bâtiments principaux de la faïencerie, n° 890 : à l'avant les constructions faites en 1830-1831, à l'arrière les constructions primitives.
Bâtiment annexe, n° 1251.



113

Fig. 3 - Four de la faïencerie dégagé lors de travaux de terrassement
Mars 1980. - Photographie D. Metzger.



**Fig. 4 - Petit pot provenant de la faïencerie de Saint-Avoid
conservé au Musée de la céramique à Sèvres.**
Photographie Musée de Sèvres.

L'Annuaire de Verronnais conclut par ailleurs sa notice sur la faïencerie, par une appréciation flatteuse sur la qualité artistique des produits : "Les formes gracieuses que M. Martin donne à tout ce qui sort de ses ateliers lui assure, s'il persévère, un rang distingué parmi ses confrères". Cette notice n'est, à notre avis, nullement un article de publicité. Le seul objet conservé, dont on a connaissance, et qui se trouve au Musée national de la céramique à Sèvres un petit pot sur pied (haut. 13,5 cm, diam. 10 cm), peut-être un sucrier qui aurait perdu son couvercle, de forme ovoïde, à anses constituées par des têtes de cygnes au col recourbé, et à décor de paysages maritimes, témoigne en effet une bonne fabrication, même si le décor n'est pas d'une grande originalité, comme E. Garnier l'a très justement souligné dans le catalogue du Musée de Sèvres⁽³⁹⁾. Sur les deux faces le décor sur émail, peint en camieu bleu rehaussé de pourpre, est de même inspiration (montagne au fond, plusieurs voiliers, deux ou trois personnages en promenade le long du rivage, encadrement de deux palmiers élégamment courbés) avec une variante au niveau des architectures (portes accostées de tours de forme différente). Sur le pied court une frise de feuilles de laurier alternative-ment bleues et pourpre (fig. 4). Ce décor de paysages maritimes était notamment utilisé à la faïencerie de Bellevue près de Toul⁽⁴⁰⁾. Nous pensons que cette belle pièce appartient à la première période de la faïencerie. Nous sommes beaucoup moins bien renseignés sur la production de la seconde période. Le tableau statistique de l'ingénieur des mines de la Moselle en 1841 indique que la faïencerie produisait de la faïence brune et de la faïence blanche à émail opaque, mais nous ignorons si la fabrication des creusets et autres spécialités était alors encore assurée.

Il est très probable qu'il y avait une marque de fabrique. Cette identification était en effet courante dans les faïenceries du XIX^e siècle. Le vase du Musée de Sèvres comporte une marque peinte avec le nom S AVOLD et les initiales MB, peut-être celle du peintre, bien que nous n'ayons pas relevé de nom de faïencier, auquel elles pourraient s'appliquer.

On peut évidemment s'étonner de n'avoir pas d'autres objets de la faïencerie, en-dehors du vase conservé à Sèvres. Les recherches que nous avons faites et les appels qui ont été lancés à Saint-Avold même n'ont pas donné de résultat. Le fait que la production était surtout destinée à des usages domestiques et qu'elle fut moins massive que celle de la faïencerie de Sarreguemines par exemple et surtout plus limitée dans le

39) *Catalogue du Musée céramique*, fasc. IV (série D). Faïences. Manufacture de Sèvres, Paris, 1897, p. 277. Nous remercions M. H.-P. Fourest, conservateur en chef du Musée de Sèvres, qui nous a aimablement fourni des photographies de cet objet.

40) Voir les reproductions d'assiettes et de soupières de cette faïencerie dans *Faïences et porcelaines de l'Est. Vosges, Longwy, Toul*, ABC Décor, n° hors série, avril 1977. Sur cette faïencerie également *Etudes toulouses*, n° 11, mars 1978.

temps est peut-être une explication de la rareté des objets conservés. D'autre part il est difficile de trouver des fourneaux en faïence encore intacts de la première moitié du XIX^e siècle.

Nous n'avons guère d'indications sur la vente des objets, mais il ne fait pas de doute que la faïencerie de Saint-Avold n'avait que des débouchés locaux, à l'exception de certains de ses produits, les creusets entre autres. D'ailleurs, selon le tableau de l'ingénieur des mines en 1841, la vente était assurée en Moselle et dans les départements voisins. La valeur des produits fabriqués annuellement représentait en 1841 36000 francs; en 1843, elle était montée à 75000 francs. C'était un peu moins que la valeur des produits de la faïencerie de Longwy en 1843, 100000 francs, mais beaucoup plus que celle de la faïencerie d'Audun-le-Tiche, qui était de 25000 fr. en 1841 et 30000 en 1843. Par contre il n'y avait aucune comparaison possible avec celle de la faïencerie de Sarreguemines : 420000 francs en 1841, 450000 en 1843.

Le personnel.

Le nombre des ouvriers employés à la faïencerie de Saint-Avold n'a jamais été considérable. Certes la faïencerie figure en 1839 sur un tableau statistique des établissements industriels de la Moselle ayant plus de 20 ouvriers, mais pour elle le chiffre ne devait guère être supérieur à 20⁽⁴¹⁾. En octobre 1832, le sous-préfet de Sarreguemines soulignait que si la faïencerie de Sarreguemines employait 300 ouvriers, celle de Saint-Avold ne travaillait qu'avec 15 personnes. Voici par ailleurs à titre de comparaison le nombre d'ouvriers dans les différentes faïenceries du département en 1841 et 1843.

Faïenceries	1841	1843
Audun-le-Tiche	15	18
Longwy	50	115
Saint-Avold	17	16
Sarreguemines	300	392

Les deux faïenceries de Saint-Avold et d'Audun-le-Tiche occupaient par conséquent un nombre d'ouvriers sensiblement équivalent, mais bien inférieur à celui de la faïencerie de Longwy et surtout de celle de Sarreguemines. Sur les 16 personnes employées par la faïencerie de Saint-Avold en 1843, il y avait trois enfants et une femme, alors qu'à Sarreguemines le nombre de femmes était déjà nettement plus élevé, 30

41) A.D. Mos. 262 M 1.

femmes sur un effectif de 351 hommes et 11 enfants. Par contre si à Longwy on comptait 15 enfants, sur un effectif de 115 personnes, aucune femme n'y travaillait. Les salaires des ouvriers de la faïencerie de Saint-Avold en 1843 étaient bien entendu inférieurs à ceux des ouvriers de la faïencerie de Sarreguemines⁽⁴²⁾.

Il n'existe pas de listes du personnel de la faïencerie. A défaut, nous avons eu recours à l'état civil⁽⁴³⁾, aux listes nominatives de recensement de la population entre 1829 et 1846 et aux registres de passeports pour l'intérieur⁽⁴⁴⁾. Ces sources ne permettent toutefois d'établir que des états fragmentaires. Sur les listes de recensement la profession de "faïencier" n'est indiquée que pour un nombre très restreint de personnes, les autres ouvriers de la faïencerie étant sans doute inscrits sous la rubrique "journalier". Ainsi sur la liste de recensement de 1831 nous n'avons pu repérer que six ouvriers faïenciers. Sur le recensement de 1833 cinq personnes seulement sont désignées comme "faïenciers", alors qu'au moins une quinzaine de personnes travaillaient alors à la faïencerie, sur le recensement de 1836 également cinq personnes et sur celui de 1841 trois personnes.

La faïencerie occupait certainement une petite main-d'œuvre locale pour les travaux non spécialisés⁽⁴⁵⁾. Mais il ne fait pas de doute que les propriétaires de la fabrique ont aussi fait appel à des ouvriers ayant déjà travaillé dans des établissements similaires. C'est le cas pour au moins quatre ouvriers venus de la faïencerie de Sarreguemines⁽⁴⁶⁾. Il est possible que d'autres, originaires de la Meurthe, aient été occupés dans les fabriques de ce département⁽⁴⁷⁾. Pour d'autres ouvriers, dont nous

42) Salaires journaliers, en principe pour 12 heures de travail : 1 F 50 centimes pour les hommes, 0 F 75 centimes pour les femmes, 0 F 60 cent. pour les enfants. A Sarreguemines les salaires s'échelonnaient entre 1 F 10 cent. et 3 F 25 cent.

43) Nous exprimons notre reconnaissance à Mme Yvette Martan, du service de l'état civil de la mairie de Saint-Avold et membre de la section de la société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine de Saint-Avold, qui nous a fort aimablement communiqué les éléments qu'elle a recueillis dans les registres d'état civil sur les ouvriers faïenciers.

44) Recensements : A.D. Mos. E dépôt Saint-Avold, n° 284 (31 décembre 1829), 285-287 (15 avril 1831), 288 (24 juillet 1833), 289 (15 juin 1836), 290 (17 juin 1841), 291 (juillet 1846). Aucun nom de faïencier ne figure encore au recensement de janvier 1828. - Registres des passeports et souches : E. dépôt Saint-Avold, n° 558-559, 562.

45) Par exemple Henry Meunier, natif de Saint-Avold, qualifié de journalier en 1831 et d'ouvrier faïencier en 1834, s'établit en novembre 1834 à Paris. - Nicolas Clam, originaire de Faulquemont, journalier en 1836, ouvrier faïencier en 1839, part à Paris en octobre 1839.

46) Mathias Schermann, ouvrier en cailloutage à Sarreguemines en 1829, né à Sarreguemines en 1810, fils de Mathias Schermann, lui-même ouvrier en cailloutage. Il se marie à Saint-Avold en décembre 1829 et travaille à la faïencerie de cette ville au moins jusqu'en 1836. - Antoine-Dominique-Joseph Pels, né en 1784 à Tournai (Belgique), où existait une porcelainerie réputée, marié à Sarreguemines en 1809, ouvrier en cailloutage dans cette ville jusqu'en 1829, arrivé à Saint-Avold en 1830 ou 1831 (recensé en avril 1831, avec ses fils Pierre, 20 ans et Victor, 16 ans, également ouvriers faïenciers). Il quitte Saint-Avold en avril 1833 pour aller travailler à Lyon. Il revient néanmoins entre 1836 et 1840 à Saint-Avold (Recensement, juin 1841, sous la forme de Pelts, comme potier, route de Metz), où il réside encore en 1844. Un autre de ses fils, portant les mêmes prénoms que son père, né en 1820, ouvrier en faïence à Sarreguemines jusqu'en 1844, se marie en février 1844 à Saint-Avold, où il fixe sa résidence. François Bonta, originaire d'Epinal, arrivé à Saint-Avold en 1841 (certificat de bonne vie et mœurs, A.D. Mos. E dépôt Saint-Avold, n° 563).

47) Jean-Baptiste dit Claude Henrion, né à Lunéville (1801), marié en octobre 1832 à Saint-Avold, décédé en 1871. - Sébastien Florent, âgé de 61 ans en 1833 (recensement de 1833), Il avait quitté Saint-Avold avant 1836. Par contre son fils Sébastien-Michel, né à Cirey (Meurthe) en 1808, marié à Saint-Avold en janvier 1833, également faïencier, réside encore à Saint-Avold en 1841. Un autre de ses fils Jean-Pierre, aussi natif de Cirey, âgé de 20 ans en 1833, et ouvrier faïencier à Saint-Avold s'établit à Paris en 1839.

connaissions parfois l'origine, nous ignorons par contre leur itinéraire professionnel⁽⁴⁸⁾. La qualification précise des ouvriers est rarement indiquée. Nous ne la connaissons que pour deux ouvriers⁽⁴⁹⁾.

Nous n'avons rencontré aucun nom de peintre. En 1829, Louis Martin engagea un chimiste, Jean Bouvert, qui était encore au service de la faïencerie en 1831⁽⁵⁰⁾. Jusqu'en 1834, Louis Martin assura, semble-t-il, lui-même, la direction de son établissement. Ses successeurs confièrent momentanément les tâches administratives et commerciales à un directeur et à un commis de commerce⁽⁵¹⁾.

* *
 *

Au terme de cette évocation, où bien des questions sont demeurées sans réponses satisfaisantes, il est juste de reconnaître que la faïencerie de Saint-Avold fut certes un établissement modeste, comparé à d'autres entreprises du même type, mais que sa production fut tout à fait honorable. L'un de ses premiers propriétaires, qui avait de l'ambition, mais manqua de rigueur, sut lui donner en peu de temps une certaine notoriété, attestée par divers témoignages. Sa faillite lui porta un coup sévère. Les nouveaux propriétaires ne paraissent pas avoir apporté d'innovations et sans doute manquèrent-ils de moyens financiers. Certes les raisons précises de la fermeture de la faïencerie de Saint-Avold ne nous sont pas connues, mais on peut se demander si ses équipements techniques étaient bien adaptés, face à l'impitoyable concurrence des faïenceries de l'Est de la France, de la Sarre et du Luxembourg, mieux placées sur le marché et mieux équipées. Nous pensons tout particulièrement à sa voisine, la faïencerie de Sarreguemines, dirigée par des hommes d'envergure, Paul Utzschneider et Alexandre de Geiger, car la réussite d'une entreprise, indépendamment des facteurs de la conjoncture, dépend aussi beaucoup des capacités de ses dirigeants.

Charles HIEGEL

48) Joseph Chaufois, nouvel entrant (recensement, décembre 1829). - Jean-Baptiste Thévenin, originaire de Cornod (Jura), arrivé en 1830, décédé en 1831. - François Rouillard, mentionné en 1832-1836. - Henry Nicolas, originaire d'Esch (Luxembourg), mentionné de 1836 - 1843, se marie à Saint-Avold en 1837. - Jean-Joseph Moitrier, mentionné en 1831.

49) Jean-Joseph Hubert, tourneur en faïence, originaire de Besançon, quitte Saint-Avold dès octobre 1828 pour aller travailler à Lunéville (souche du passeport). - Antoine-Dominique Pels (voir note 46), qualifié d'ébaucheur et tournasseur en 1833 (souche du passeport, registre 3 n° 442).

50) Mentionné au recensement de décembre 1829 comme chimiste, nouvel entrant à la faïencerie sous la forme Boves, rectifié à la fin du recensement en Bouvert, et au recensement d'avril 1831, toujours comme chimiste. A la naissance de son fils Jean (22 septembre 1830), il est qualifié de directeur: chimiste, âgé de 41 ans, domicilié avec son épouse Barbe Rodé, à Saint-Avold, rue de la Place et son père Jean Bouvert, géomètre-arpenteur. Y a-t-il une identité avec Jean Bouvert, qui travailla comme peintre à la faïencerie de Mettlach de mars 1827 à mai 1829? (Th. THOMAS, *Rôle des Boch dans la céramique des 18^e et 19^e siècles*, Sarrebruck, 1971, p. 128). Nous ne pouvons l'affirmer avec certitude. Jean Bouvert avait quitté Saint-Avold avant 1833, car il n'apparaît plus au recensement de juillet 1833.

51) Directeur: Edouard-Auguste-Pierre Dannemary Hay de la Marquizière, marié à Saint-Avold en février 1841 avec Jeannette Marion, encore directeur de la faïencerie à la naissance de son fils Adolphe-Auguste en octobre 1841. - Commis: Pierre-Toussaint Casset, 1838-1839, originaire de Saint-Avold, qualifié également de commis voyageur de commerce.